

CAHIER DES CLAUSES AMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P

AOO 2025-09 - Fourniture et livraison de produits d'entretien, d'hygiène, de protection et articles jetables pour la restauration

Organisme consultant :

UGECAM DE NORMANDIE

67 boulevard Charles de Gaulle

76143 LE PETIT QUEVILLY

Procédure : **APPEL D'OFFRES OUVERT**

Objet du marché : **Marché de fourniture de produits d'entretien et prestations associées**

Consultation n°2025-09

Date limite pour toute question : **le 14 NOVEMBRE 2025**

Date limite de réception des plis : **le 24 NOVEMBRE 2025 à 12 HEURES**

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	1 / 27

I. Dispositions générales

A. Présentation du Pouvoir adjudicateur

L'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGEAM) de Normandie est un organisme du régime général d'assurance maladie ayant son siège au Petit-Quevilly. Elle gère 9 établissements sanitaires et médico-sociaux situés dans 3 départements : la Seine Maritime, l'Eure et l'Orne. La liste des établissements est jointe en annexe 1.

Le Directeur Général de l'UGEAM de Normandie représente le pouvoir adjudicateur.

Le Groupe UGEAM s'engage pleinement dans la transition écologique et dans la mise en œuvre de sa démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE), en cohérence avec sa stratégie d'entreprise.

Dans le cadre de son plan d'actions 2023-2027, cet engagement se traduit par des objectifs concrets :

- la réduction de son empreinte carbone,
- la promotion d'achats responsables,
- l'amélioration de la performance énergétique de ses établissements,
- la sensibilisation des collaborateurs aux enjeux environnementaux,
- le développement du progrès social et de l'engagement sociétal.

Le présent marché s'inscrit dans cette dynamique, en intégrant des exigences environnementales et sociales applicables à l'ensemble des prestations, détaillées dans les clauses spécifiques du présent cahier des charges.

II. Objet et cadre du marché

La présente consultation est lancée selon une **procédure d'appel d'offres ouvert**, conformément :

- à L'arrêté du 19/07/2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- au Livre 1er du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- au Livre 1er dans la deuxième partie de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- aux dispositions relatives à l'accord cadre, régi par les articles R2121-2, R2161-1 à R2161-4, L2125-1 et R2162-1 à R2162-14 du Code de la Commande Publique.

UGEAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	2 / 27



Le marché constitue un **accord-cadre** mono-attributaire, conclu **sans montant minimum** et avec un **montant maximum fixé à 600 000 HT** sur la durée contractuelle, conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique.

Le présent marché a pour objet la fourniture, la livraison et les prestations associées relatives aux produits d'entretien, d'hygiène, de protection et de restauration destinés aux établissements de l'UGECAM Normandie.

Une période de préparation destinée à assurer le transfert des prestations (installation / désinstallation des distributeurs...) sera à planifier et acter au démarrage du marché, lors de la réunion de démarrage.

III. Durée et renouvellement du marché

Le marché prendra effet à compter du **5 janvier 2026** pour une période d'un (1) an à l'issue de laquelle il sera renouvelé par période identique et tacite reconduction 3 fois, soit une date maximale de fin de marché fixée au **4 janvier 2030**.

Le titulaire du marché ne pourra pas refuser la reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire sera prévenu dans un délai de trois (3) mois avant la fin du marché. Il ne pourra prétendre à une indemnité en cas de non-reconduction. Dans ce cas, les bons de commande émis continueront à s'exécuter jusqu'à leur terme.

Une réunion de démarrage du marché avec le représentant de l'établissement permettra notamment de préciser les engagements contractuels, les interlocuteurs, l'organisation et les moyens mis en œuvre par le titulaire du marché et de transmettre toutes les informations et consignes nécessaires.

IV. Montants et quantités

Le marché est un **marché à prix unitaires**, conclu sans montant minimum mais avec un **plafond maximal de 600 000 € HT** sur la durée totale de l'accord-cadre (reconductions comprises).

Une liste non exhaustive des fournitures et prestations, objets du présent marché, figure dans l'annexe financière : Bordereaux des prix Unitaires (BPU) / DQE.

L'acheteur se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire, dans le cadre du marché des articles ou prestations de même nature, similaires ou associés et faisant l'objet d'une remise consentie sur le tarif de l'année du titulaire.

Les prix appliqués aux bordereaux de prix sont contractuels et fermes la première année.

Concernant les autres fournitures, elles sont réglées par application du prix unitaire figurant au barème de prix de vente du titulaire (catalogues en vigueur du fournisseur), affecté de la remise consentie dans l'annexe financière (BPU). Le pourcentage de remise est ferme pendant la durée du marché. Cependant, le titulaire pourra proposer, en cours de marché, des pourcentages de remise plus importants (offres promotionnelles...).

Promotion : en cours d'exécution du marché, quand le titulaire appliquera des promotions sur son catalogue, ces promotions devront être appliquées à l'acheteur lorsque le prix promotionnel sera

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	3 / 27



inférieur aux conditions du marché. Dans ce cas, le caractère promotionnel des prix devra apparaître explicitement sur la facture ou le relevé mensuel.

Le barème ou catalogue(s) public(s) sera remis à l'acheteur, en priorité dématérialisé ou papier (en fonction du choix des référents locaux), dès notification du marché.

La description des fournitures et prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

V. Normes et conformité des produits

Les produits fournis doivent être conformes aux **normes françaises homologuées** ou équivalentes. Les produits labellisés (par exemple, label européen) sont **recommandés**.

VI. Documents contractuels

Le marché est constitué par l'ensemble des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante.

A. Pièces particulières

Conformément à l'article 4.1 du CCAG FCS 2021, les pièces particulières sont fournies dans l'ordre de priorité suivant :

- L'Acte d'engagement (ATTRI 1) et l'annexe financière (BPU) et la liste des échantillons à fournir.
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes (1 : liste des établissements, 2 : avis de non-conformité), dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi.
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe 1 : liste des distributeurs et doseurs
- Le Cadre du mémoire technique

Pièces fournies par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS 2021 :

- Catalogue public du titulaire, applicable à l'ensemble de sa clientèle ;

Remarque :

Seuls les exemplaires conservés dans les archives de l'UGE CAM de Normandie font foi.
En cas de contradiction ou de divergence entre les pièces du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre énoncé ci-dessus.

Les **conditions générales de vente** habituellement utilisées par le fournisseur **ne sont pas applicables** au présent marché.

B. Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;

UGE CAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	4 / 27



- Les réglementations et normes homologuées en vigueur

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

C. Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales

Le montant maximal de créances que le titulaire peut céder ou nantir correspond au montant du marché diminué des prestations sous traitées donnant lieu à paiement direct.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend :

- L'acte d'engagement,
- Le Bordereau des prix unitaires

En cas de groupement, la notification du marché sera envoyée au mandataire.

Conformément à l'article R2191-46 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire sur demande :

- Soit une copie de l'original du marché, revêtue d'une mention signée précisant qu'elle est délivrée en exemplaire unique, pour permettre la cession ou le nantissement des créances,
- Soit un certificat de cessibilité, conforme au modèle défini par arrêté ministériel.

Les demandes de cession ou nantissement de créances doivent être adressées à :

Monsieur le Directeur de IUGECAM – Service des marchés publics – UGECAM DE NORMANDIE
– 67, Boulevard Charles de Gaulle – 76140 LE PETIT QUEVILLY

VII. Exécution des prestations

A. Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire du marché est tenu de respecter strictement les délais d'exécution mentionnés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Le respect de ces délais est essentiel pour la bonne réalisation des prestations et la continuité du service attendu.

B. Désignation d'un référent unique

Le titulaire du marché devra désigner un interlocuteur unique pour l'UGECAM Normandie, couvrant l'ensemble des établissements, pour toutes les questions relatives à l'exécution du marché. Cet interlocuteur aura pour mission de :

- Veiller au bon déroulement du marché, à la continuité de service et à la qualité des prestations ;
- Répondre à toutes les demandes de la direction des établissements concernant les commandes et les livraisons ;
- Être joignable à tout moment en cas d'urgence.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	5 / 27



Le soumissionnaire devra transmettre, dans son Cahier des Moyens Techniques (CMT), les coordonnées complètes de la personne désignée.

Si le référent initial n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, le titulaire devra en informer sans délai l'UGECAM de Normandie et prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité des prestations. Il devra proposer un remplaçant disposant de compétences équivalentes et transmettre son nom ainsi que ses titres dans un délai d'une semaine à compter de la notification de l'absence du référent initial. Le remplaçant sera considéré comme accepté si l'UGECAM de Normandie ne récusé pas sa proposition dans le mois suivant la réception de la communication.

En cas de récusation, le titulaire disposera d'une semaine pour proposer un autre remplaçant. Les décisions de récusation de l'UGECAM de Normandie seront motivées et notifiées selon les modalités prévues à l'article 3.4 du CCAG FCS. À défaut de proposition ou en cas de récusation successive des remplaçants, le marché pourra être résilié conformément à l'article 41 du CCAG FCS 2021.

C. Obligation de résultat et de moyens

Le titulaire est soumis à deux types d'obligations, à savoir des obligations de moyens et des obligations de résultat.

1.Obligation de moyens

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de respecter les stipulations du marché, notamment celles définies dans les pièces particulières et dans son offre. Il devra fournir des produits d'entretien conformes aux spécifications techniques, aux normes en vigueur, et assurer la qualité constante des produits livrés. Le titulaire devra également veiller à la formation et à l'information de son personnel, de tout intervenant, et des utilisateurs sur l'utilisation sécurisée et optimale des produits.

Par ailleurs, le titulaire garantit la disponibilité et la réactivité de son commercial, ainsi que de l'équipe technique proposée, qui devra être capable d'interventions rapides dans des délais raisonnables afin d'assurer un suivi efficace du marché.

Les interventions devront être réalisées dans un délai maximal de :

- **4 heures** pour les demandes urgentes,
- **24 heures** pour les interventions courantes,

Ces délais sont comptés à partir de la notification de la demande par le pouvoir adjudicateur.

2.Obligation de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat portant sur :

- La continuité et la régularité de l'approvisionnement en produits d'entretien, afin de garantir la disponibilité constante nécessaire au bon déroulement des activités du pouvoir adjudicateur ;

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	6 / 27



- La sécurité des personnes et des biens, en fournissant des produits conformes aux normes de sécurité applicables et en assurant que leur utilisation ne présente aucun risque non maîtrisé ;
- Le respect strict des délais de livraison et d'intervention, notamment dans les cas d'urgence ou de réapprovisionnement rapide ;
- La conformité des produits aux performances attendues, notamment en matière d'efficacité, d'innocuité et d'impact environnemental, telles que définies dans le cahier des charges.

En cas de manquement à ces obligations de résultat, des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions prévues au présent marché.

D. Gestion des devis

Le titulaire réalisera les devis demandés par le service utilisateur dans un délai maximal de 48 heures. La transmission des devis pourra s'effectuer par voie électronique à l'interlocuteur unique désigné.

Par ailleurs, il est recommandé que le titulaire propose également un accès à un portail web sécurisé dédié à la création, la gestion, le suivi et la signature électronique des devis. Ce portail devra permettre aux services utilisateurs de consulter, valider et archiver les devis de manière simple et sécurisée, tout en garantissant la traçabilité complète des échanges.

Dans le cas où un portail dédié serait mis en place, celui-ci devra respecter les mêmes délais et exigences que la transmission par courrier électronique, notamment le délai maximum de 48 heures pour la transmission des devis.

E. Passation de commande

Au titre du présent accord-cadre, il est souhaité la mise en œuvre, dès le début d'exécution des prestations, d'une solution de commande dématérialisée permettant également la recherches d'articles et l'extraction de statistiques.

Si le candidat ne dispose pas d'un tel outil, il devra détailler son fonctionnement afin d'obtenir le même résultat notamment la prise de commande, la recherche d'articles, l'extraction statistique.

Le titulaire devra proposer l'ensemble des articles ou famille d'articles figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et pourra être sollicité pour des achats accessoires hors marchés figurant dans son catalogue. Les spécifications techniques attendues sont détaillées dans le CCTP et ses annexes.

Les bons de commande sont signés électroniquement et seuls ceux signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sont opposables au titulaire. Celui-ci doit fournir une adresse courriel unique pour la réception des bons de commande.

Lorsqu'un devis est demandé par le service utilisateur préalablement à l'établissement d'une commande, celui-ci sera transmis dans un délai maximum de 48 heures.

La résiliation du marché n'affecte pas les bons de commande émis avant la date de résiliation, et le titulaire reste tenu de respecter ses engagements contractuels jusqu'à l'admission des prestations, sauf instructions contraires de l'UGECAM de Normandie.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	7 / 27



F. Modalités de livraisons

Le titulaire devra prendre rendez-vous avec les référents du marché de chaque établissement au moins 48 heures avant toute livraison, afin de préciser le jour et l'heure.

En cas d'impossibilité de livraison dans les délais prévus au marché, le titulaire s'engage à prévenir le service réceptionnaire par courriel au moins 24 heures avant la date prévue, qui déterminera les suites à donner.

La taille maximale des camions autorisés pour les livraisons est fixée à 19 tonnes. Le titulaire devra veiller à ce que ses moyens de transport respectent cette limite.

Le livreur devra disposer du matériel nécessaire pour le déchargement et être en capacité de désassembler les palettes ou colis qui ne pourraient pas passer sous les portes des réserves des établissements.

G. Délais de livraison

Le délai de livraison indiqué par le titulaire dans l'Acte d'engagement comprend l'ensemble des étapes nécessaires à la bonne exécution de la prestation, incluant la préparation interne des commandes, la préparation logistique, l'acheminement et la livraison effective au lieu convenu.

Toute livraison après le délai contractuel pourra être annulée sans opposition possible du pouvoir adjudicateur.

Le matériel devra être livré et conditionné conformément aux bons de commande.

Le respect des délais de livraison est impératif.

Le titulaire est tenu de prendre en compte, en plus du délai de traitement interne, un délai suffisant pour la préparation et l'acheminement des commandes. Toute livraison en retard pourra faire l'objet de sanctions conformément aux dispositions du marché.

H. Lieu et conditions de livraison

Les livraisons auront lieu à l'emplacement désigné par le service réceptionnaire et respecteront les contraintes d'accès et les horaires d'ouverture.

Les différents sites sont répertoriés en annexe 1 du présent CCAP.

I. Responsabilité du transport et manutention

Le titulaire est responsable du transport et de la livraison, y compris du déballage et de l'évacuation des emballages qui demeurent la propriété du titulaire, qui en assure l'enlèvement et le recyclage ou la réutilisation, conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS.

Le personnel de l'entreprise réalisera ces opérations et devra fournir le matériel nécessaire au déchargement, le service utilisateur ne pourra être sollicité pour participer à ces opérations.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	8 / 27



J. Bons de livraison

Un bon de livraison devra être signé par le service réceptionnaire ou son représentant et comporter toutes les informations suivantes :

- nom du titulaire,
- numéro et date de commande,
- désignation des fournitures, quantités,
- prix unitaires et totaux,
- date de livraison
- références du marché

Les réserves éventuelles (produits manquants, anomalies ou refusés) seront portées sur le bon de livraison et repris sur l'avis de non-conformité contractuelle.

K. Retours et échanges

1. Retours

Le délai de vérification quantitatif est fixé à 48 heures, les week-ends et jours fériés étant exclus.

Le titulaire est tenu de reprendre, sans frais, tout produit ne respectant pas les spécifications du marché ou du CCTP, ainsi que tout produit endommagé lors du transport ou de la livraison, ou correspondant à une erreur de référence ou de quantité.

Ces opérations de reprise donnent lieu soit à un avoir, soit à un ajustement de facture en cas d'échange.

Le titulaire s'engage à fournir un accusé de réception pour chaque retour dans un délai de vingt-quatre (24) heures suivant la notification envoyée par l'établissement.

Afin d'assurer un suivi fiable et rigoureux des commandes, cette obligation d'envoi des accusés de réception sera strictement contrôlée et renforcée.

Pour chaque retour, le titulaire doit émettre un bon de reprise mentionnant le numéro et la date du bon de livraison initial, la désignation et la quantité des articles repris, ainsi que le motif du retour.

La reprise des produits doit être effectuée dans un délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la notification de l'établissement.

Tous les frais liés au transport, à la manutention et au réacheminement des produits repris sont à la charge exclusive du titulaire.

L'UGECAM de Normandie recevra un avoir ou un ajustement de facture correspondant aux articles repris ou échangés dans un délai de cinq (5) jours suivant la reprise.

2. Non-exécution

En cas de non-reprise des produits non conformes par le titulaire dans le délai contractuel, l'UGECAM de Normandie se réserve le droit de faire procéder à cette reprise par un tiers, aux frais et risques exclusifs du titulaire. Les pénalités prévues pour inexécution ou retard seront appliquées conformément aux dispositions du point XVIII du présent CCAP.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	9 / 27



VIII. Clauses limitatives

A. D'exclusivité pour les achats à faible montant

L'UGECAM de Normandie se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'exécution des prestations jusqu'à 1 % du montant total estimé du marché estimé sur une période de 12 mois.

B. Suite à défaut d'exécution

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation urgente ou d'absence de réponse à une relance écrite, l'UGECAM de Normandie pourra faire exécuter la prestation par un tiers, aux frais et risques du titulaire. Toute différence de prix défavorable résultant de cette intervention sera déduite du paiement suivant dû au titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG FCS 2021.

IX. Moyens de communication pour commandes dématérialisées

Le titulaire s'engage à mettre à disposition de l'UGECAM de Normandie un outil de commande dématérialisé permettant :

- la consultation complète du catalogue, des articles,
- la saisie des commandes,
- le suivi de leur traitement et livraison,
- l'extraction de statistiques et rapports nécessaires au suivi des prestations.

Dans le cas où le titulaire ne disposerait pas d'un outil dématérialisé, il devra proposer un processus alternatif équivalent garantissant les mêmes fonctionnalités et respectant les délais contractuels. Ce processus devra faire l'objet d'une validation préalable de l'UGECAM avant tout début d'exécution.

Toutes les communications relatives aux commandes, modifications, annulations ou retours devront être effectuées via l'outil dématérialisé ou par courrier électronique validé par l'UGECAM, afin d'assurer la traçabilité complète des échanges et des commandes.

Le titulaire demeure responsable du bon fonctionnement de l'outil ainsi que de la réception correcte des commandes par l'UGECAM. Toute erreur ou omission imputable au titulaire dans le traitement des commandes pourra engager sa responsabilité et entraîner, le cas échéant, l'application des pénalités prévues au point XVI du présent CCAP.

Enfin, le titulaire devra assurer une formation initiale ainsi qu'un support technique aux utilisateurs de l'UGECAM afin de garantir une utilisation correcte et efficace de l'outil de commande dématérialisé.

X. Suivi et réunions de l'exécution

A. Réunion de « lancement du marché » obligatoire

Dans un délai de sept (7) jours ouvrés suivant le début du présent marché, une réunion de lancement sera organisée avec le représentant du pouvoir adjudicateur, les représentants des sites et le titulaire **au siège de l'UGECAM de Normandie**. Cette réunion permettra notamment :

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	10 / 27

- d'ajuster le planning de réalisation (notamment en cas de remplacement de matériels),
- d'établir la liste des contacts pour chaque partie,
- de transmettre toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Les consignes particulières d'exécution, notamment en matière de sécurité et d'accès aux locaux, seront évoquées lors de cette réunion.

Le délai écoulé entre le début du marché et cette réunion ne dispense en aucun cas le titulaire du démarrage des prestations.

Cette réunion sera **programmée à l'initiative du pouvoir adjudicateur**.

B. Réunion de « synthèse de démarrage »

Dans les 60 jours suivant le début du marché, une réunion de synthèse de démarrage du marché pourra être organisée afin de procéder à un bilan du démarrage du marché, s'assurer de la bonne réalisation des prestations. Il est précisé que cette réunion de synthèse de démarrage est **programmée à l'initiative du titulaire**. La tenue de la réunion de synthèse **aura lieu au siège de l'UGECAM ou sur les différents sites** est **facultative** et pourra être reportée.

C. Réunion de « suivi d'exécution »

Dans un délai de trois (3) mois précédant chaque date anniversaire du marché, des réunions de suivi d'exécution pourront être organisées avec la direction de l'établissement concerné ou son représentant. Ces réunions visent à faire un bilan d'exécution du marché et à vérifier la bonne réalisation des prestations. Elles seront programmées à l'initiative de la direction de l'établissement ou du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve par ailleurs la possibilité d'organiser toute réunion qu'il jugera nécessaire à la bonne exécution du marché. **Ces réunions facultatives auront lieu sur site.**

D. Procès-verbal de réunion

Un procès-verbal sera **obligatoirement** rédigé par le titulaire à l'issue de chacune des réunions susmentionnées et envoyé à l'UGECAM de Normandie et au représentant sur site. Ce procès-verbal sera signé contradictoirement par les parties. Un délai de quinze (15) jours ouvrés sera laissé aux parties pour formuler d'éventuelles observations ou modifications. Passé ce délai, le procès-verbal sera réputé accepté et deviendra contractuel.

XI. CONDITIONS LOGISTIQUES ET EXIGEANCES ENVIRONNEMENTALES

A. Emballage

Les emballages doivent être adaptés aux conditions de transport définies dans les documents particuliers du marché et relèvent de la responsabilité du titulaire.

Sauf incompatibilité avec les règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire privilégie l'utilisation de contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployables, et s'efforce de réduire leur volume et leur poids.

Sauf disposition contraire, les emballages restent la propriété du titulaire et celui-ci en assure la collecte en vue de leur recyclage ou réutilisation (article 20.2 du CCAG FCS).

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	11 / 27



B. Transport

Le transport des matériels s'effectue sous la responsabilité pleine et entière du titulaire jusqu'au lieu de livraison. Le titulaire est responsable du conditionnement, du chargement, de l'arrimage et du déchargement des marchandises conformément aux dispositions générales du CCAG FCS relatives aux obligations du fournisseur.

C. Gestion des déchets

La gestion des déchets générés lors de l'exécution des prestations incombe au titulaire pendant toute la durée du marché. Le titulaire s'assure que les opérations de collecte, transport, entreposage, tri éventuel et évacuation des déchets vers des sites agréés sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur. À la demande de l'acheteur, le titulaire doit fournir tout justificatif attestant de la traçabilité du traitement des déchets, notamment pour les déchets dangereux. En cas de défaut de production de ces justificatifs après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité pourra être appliquée conformément aux documents particuliers du marché (article 14 du CCAG FCS).

D. Livraison

Le titulaire doit veiller à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits. La planification des transports doit, dans la mesure du possible, éviter la circulation aux heures de pointe et privilégier le groupage des livraisons. Le titulaire favorise les modes de transport les plus respectueux de l'environnement, tels que les véhicules à faibles émissions ou les modes alternatifs à la route (article 21.1 du CCAG FCS).

E. Clause environnementale

Conformément à la stratégie RSO du Groupe UGECAM et à son plan d'actions 2023-2027, le présent marché intègre des exigences environnementales visant à :

- réduire l'empreinte carbone liée aux prestations,
- favoriser les achats responsables,
- promouvoir le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets.

Le titulaire s'engage à prendre en compte l'ensemble de ces objectifs sur tout le cycle de vie des produits ou services concernés. Ces obligations pourront faire l'objet de contrôles et de pénalités en cas de manquement.

F. Critères de durabilité des produits d'entretien

Le titulaire s'engage à proposer, chaque fois que possible, des produits d'entretien répondant aux critères suivants :

- faible impact sur la santé et l'environnement : produits sans substances cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques (CMR), sans perturbateurs endocriniens connus, ni composés organiques volatils (COV) en quantité significative ;
- composants biodégradables, conformes aux normes en vigueur (ex. : réglementation européenne sur les détergents) ;
- produits concentrés ou à dilution, afin de réduire le volume de transport, l'impact carbone et les déchets ;
- emballages recyclables, recyclés, ou réutilisables, avec une réduction du suremballage ;

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	12 / 27



- présence de labels environnementaux officiels tels que :
- Écolabel européen,
- NF Environnement,
- Ecocert,
- ou tout autre label reconnu attestant de la performance environnementale.

Le titulaire devra fournir, à la demande de l'acheteur, les fiches techniques et fiches de données de sécurité (FDS) de tous les produits livrés, ainsi que les certificats de labellisation ou tout autre document justifiant la conformité aux critères ci-dessus.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser tout produit ne répondant pas à ces critères, sans que cela ouvre droit à réclamation de la part du titulaire.

XII. Contrôles, vérifications et réception des prestations

A. Constat d'exécution du service

Un Avis de non-conformité contractuelle, annexé au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), est établi afin de consigner toute constatation de manquement dans l'exécution des prestations.

Cette fiche est rédigée sous la responsabilité du représentant du site bénéficiaire, en collaboration avec les services chargés du contrôle, et transmise au titulaire dès la détection de l'incident.

En tout état de cause, le représentant du site bénéficiaire ou son suppléant peut intervenir immédiatement auprès du titulaire ou de son responsable de site dès la constatation d'une exécution non conforme, afin que celui-ci procède aux corrections nécessaires avant l'éventuelle application de réfections ou pénalités.

B. Vérifications – Admission – Transfert de propriété

La réception constitue l'acte par lequel l'UGECAM de Normandie accepte les produits livrés par le titulaire, avec ou sans réserves, conformément aux modalités définies au chapitre IV (Modalités de livraison).

À l'issue des vérifications effectuées lors de la réception, l'UGECAM de Normandie prononce une décision d'admission (totale ou partielle), ou de réfaction, selon les constats réalisés.

En l'absence de notification d'une non-conformité dans un délai de cinq (5) jours ouvrés suivant la livraison, l'admission des produits est réputée tacitement acquise. Ce délai court à compter de la date de livraison effective sur le site bénéficiaire.

En cas de non-conformité constatée lors de la réception, un **avis de non-conformité** est établi par le représentant du site bénéficiaire, transmis au titulaire et versé au dossier du marché.

C. Réfaction

En cas de non-conformité partielle des produits ou prestations aux stipulations contractuelles, l'UGECAM de Normandie peut appliquer une réfaction conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS 2021.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	13 / 27



La réfaction est décidée après vérification contradictoire des prestations ou produits concernés. Elle prend la forme d'une réduction du prix, proportionnelle au manquement constaté, et peut être appliquée :

- en cas de livraison partielle ou non conforme,
- en l'absence de correction effective dans le délai imparti après notification de la non-conformité,
- ou lorsque l'usage du produit est altéré sans qu'il y ait lieu à rejet total.

Le montant de la réfaction est notifié au titulaire, qui dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de cette notification pour présenter des observations écrites. Passé ce délai, et sauf justification dûment motivée, la réfaction est réputée acceptée et sera déduite du montant de la facture correspondante ou intégrée dans une régularisation comptable ultérieure.

La réfaction n'exclut pas l'application de pénalités, si les conditions prévues au présent CCAP le justifient.

XIII. Garantie des produits et prestations

Le titulaire garantit que l'ensemble des produits livrés est strictement conforme aux fiches techniques fournies à l'appui de son offre. Les produits doivent notamment :

- respecter les normes européennes et nationales applicables, les normes de fabrication, ainsi que les règles déontologiques de la profession, incluant les règles d'étiquetage et de sécurité alimentaire ;
- être aptes à l'usage alimentaire ou professionnel pour lequel ils sont destinés ;
- présenter une qualité loyale et marchande ;
- être correctement catalogués, identifiés et étiquetés conformément à la réglementation en vigueur, y compris les symboles obligatoires imposés par la réglementation communautaire ;
- ne présenter aucun danger pour les utilisateurs et comporter toutes instructions, avertissements et notices nécessaires à leur bon usage ;
- être emballés et protégés de manière appropriée pour le transport et le stockage.

Le pouvoir adjudicateur peut faire valoir la garantie technique dans le cadre du délai de validité indiqué par la date limite de consommation (DLC) figurant sur le conditionnement de chaque produit.

Le titulaire garantit la livraison de produits présentant une DLC strictement supérieure à six (6) mois à compter de la date de livraison sur site. Tout produit présentant un défaut dans un lot devra être remplacé immédiatement et sans frais pour l'acheteur.

Par ailleurs, les fournitures et prestations bénéficient de la garantie du fabricant contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter de leur réception. La durée minimale de cette garantie est d'un (1) an, à indiquer dans le mémoire technique du titulaire.

Pendant cette période, le titulaire s'engage à corriger, à ses frais, tout défaut ou désordre constaté, qu'il résulte de l'exécution des prestations ou de la qualité des produits, et à effectuer toutes réparations, remplacements ou ajustements nécessaires dans un délai maximum de sept (7) jours ouvrés.

La garantie ne couvre pas :

- les détériorations dues à l'usure normale,

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	14 / 27



- un défaut d'entretien ou de surveillance de la part de l'acheteur,
- une utilisation irrationnelle, non conforme ou frauduleuse des produits,
- les cas de force majeure.

Enfin, le titulaire garantit l'acheteur contre toute **revendication de tiers** relative aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce, ou tout autre droit de propriété intellectuelle ou industrielle lié aux fournitures faisant l'objet du marché.

XIV. Facturations et Modalités de détermination des prix

A. Mode de règlement

Le délai global de paiement est conforme à la réglementation en vigueur et **ne peut excéder trente (30) jours** à compter de la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur, ou du relevé équivalent, sous réserve que les prestations aient été admises.

B. Présentation des demandes de paiement via Chorus Pro

Les demandes de paiement sont présentées **après l'admission des prestations**.

- Pour les prestations récurrentes, les factures sont transmises **au début de chaque mois** pour les prestations réalisées le mois précédent. Elles doivent être accompagnées d'un **relevé mensuel d'exécution**.
- Pour les prestations ponctuelles, une **fiche de fin de prestation** doit être jointe.

Le titulaire est **tenu de transmettre l'ensemble de ses factures par voie électronique via le portail Chorus Pro**, à l'adresse suivante :



Chorus Pro

Lien vers le site : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Toute facture non conforme ou transmise par un autre canal sera rejetée.

Les informations obligatoires figurant sur la facture incluent a minima :

- le numéro **SIRET** du créancier,
- le numéro d'engagement (marché ou bon de commande),
- le numéro du **lot** concerné (le cas échéant),
- les coordonnées complètes du créancier (nom, SIRET, adresse),
- le **numéro de compte bancaire ou postal** à créditer,
- le **numéro et la date** du marché, des avenants, et des bons de commande,
- l'intitulé et la description de la **prestation exécutée**,
- les montants détaillés : **HT, TVA (taux et montant), TTC**,
- la **date de facturation**.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	15 / 27



C. Dépôt sur Chorus Pro selon les entités de commande

Les factures doivent être déposées via Chorus Pro sur le numéro **SIRET de l'UGECAM de Normandie 42403791900158** en précisant l'établissement **émetteur de la commande**.

1. Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires courent automatiquement à compter du lendemain de la date d'échéance jusqu'au paiement effectif.

Le taux appliqué est celui de la Banque centrale européenne pour ses opérations principales de refinancement, majoré de huit points, conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Ces intérêts s'appliquent au montant TTC dû, déduction faite de la retenue de garantie et après application des clauses de révision et pénalités.

Une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement est également due, payable dans les 45 jours suivant le règlement du principal.

2. Contenu des prix

Les prix indiqués sont fermes et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales et autres impositions, ainsi que l'ensemble des frais liés à la prestation (tenues, transport, assurances, formation, encadrement, recrutement, contrôle qualité).

Les prix sont exprimés en euros (€) et aucun minimum de commande ne sera imposé à l'UGECAM.

3. Modalités de variation des prix

Les prix figurent dans l'annexe financière (BPU) de l'acte d'engagement. Le marché est traité à prix unitaires hors taxes.

Les prix sont fermes et définitifs pendant la première année de l'accord-cadre.

À compter de la deuxième année, les prix peuvent être révisés annuellement selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (I_n / I_0)]$$

où :

- P représente le prix révisé,
- P_0 le prix initial,
- I_n est l'indice INSEE des prix à la production industrielle, section chimie (IPPI chimie) du trimestre de révision,
- I_0 est l'indice INSEE des prix à la production industrielle, section chimie (IPPI chimie) du dernier trimestre connu précédant la signature du marché.

Le titulaire communiquera chaque année, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché, sa proposition de révision des prix accompagnée des indices officiels utilisés.

L'UGECAM se réserve le droit de demander toute justification complémentaire et de valider la révision.

4. Révision des tarifs en cas de proposition de prix inférieur par l'UGECAM

L'UGECAM pourra à tout moment notifier par écrit au Titulaire une demande de révision tarifaire, accompagnée d'une proposition justifiant un prix inférieur constaté pour un produit équivalent fourni dans le cadre du marché.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	16 / 27



Le Titulaire s'engage à étudier cette demande dans un délai maximal de 30 jours calendaires à compter de la réception et, sous réserve de la conformité technique et réglementaire du produit proposé, à s'aligner sur ce tarif inférieur sans modification du contrat.

Le cumul des articles concernés par ces révisions tarifaires ne pourra excéder 10 % du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) sur une période annuelle.

5. Clause butoir

L'évolution des prix au cours d'une même année, calée sur la date anniversaire du marché, ne peut excéder 5 % par rapport à l'année précédente, sur la base des derniers prix révisés.

En cas de dépassement et à défaut d'accord entre les parties, l'UGECAM de Normandie se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

6. Clause de préavis et communication des indices

Le titulaire doit notifier, sous peine de forclusion, son nouveau barème de facturation accompagné des indices officiels utilisés pour la révision, en respectant un préavis d'un mois avant la date anniversaire du marché. Cette notification doit être envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception.

À défaut de notification dans le délai imparti, la révision annuelle ne sera pas applicable.

L'UGECAM de Normandie se réserve le droit de vérifier la conformité des indices communiqués et d'en demander toute justification nécessaire avant validation de la révision.

D. Catalogue tarifaire des prix unitaires

Le soumissionnaire doit transmettre avec son offre un catalogue tarifaire complet et détaillé pour l'ensemble des produits et prestations proposés, conformément au CCTP. Les prix indiqués peuvent faire l'objet de remises dont les modalités sont précisées dans l'annexe financière (BPU) et sont exprimés en euros hors taxes. Le catalogue en vigueur doit être consultable à tout moment par l'UGECAM.

E. Remises exceptionnelles et prix promotionnels

Le titulaire s'engage à appliquer à l'UGECAM les prix promotionnels et remises exceptionnelles qu'il pratique, permettant une diminution du prix du marché. En cas de non-communication de ces tarifs en temps utile et si l'UGECAM en subit un surcoût, le titulaire en sera redevable. Les prix facturés à l'UGECAM ne doivent pas excéder ceux pratiqués à l'ensemble de la clientèle du titulaire. En cas de non-application ou de hausse tarifaire supérieure à celle appliquée à sa clientèle, l'UGECAM se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité.

F. Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur à la date d'exécution des prestations, sauf disposition réglementaire contraire.

G. Acomptes et paiements partiels

Les acomptes et paiements partiels définitifs sont versés au titulaire selon les conditions stipulées à l'article 11 du CCAG FCS.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	17 / 27



XV. Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

Le titulaire étranger est tenu de respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises applicables au marché public. Il doit utiliser l'euro comme monnaie de compte pour toutes les opérations liées au marché.

Tous les documents administratifs, techniques et commerciaux doivent être rédigés en langue française. La facturation doit être effectuée hors taxe (HT) avec une identification fiscale précise et conforme à la réglementation en vigueur.

En cas de recours à la sous-traitance, toute sous-traitance confiée à des entités étrangères doit être expressément déclarée et être conforme aux obligations légales françaises relatives à la sous-traitance.

XVI. Sanctions et pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités suivantes sont appliquées chaque fois que l'UGECAM de Normandie constate :

- Un non-respect des délais d'exécution, forfaitaires ou non,
- Une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque des prestations.

Ces pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable formelle. Toutefois, la mise en demeure s'entend comme tout rappel écrit d'un représentant de l'UGECAM (courriel, avis de non-conformité contractuelle, etc.). Les pénalités visent à garantir la continuité du service, la sécurité des utilisateurs et la bonne exécution du marché.

Le point de départ du calcul des pénalités est la **date de constatation effective du retard ou du manquement**, telle qu'attestée par un avis de non-conformité ou tout autre document écrit émis par l'UGECAM. Sauf indication contraire, tout jour ou heure entamé€ est intégralement comptabilisé € dans le calcul de la pénalité correspondante.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	18 / 27



CAS DE PENALITE	MONTANT FORFAIT- TAIRE (€) / Conditions	Commentaires
Retard dans l'exécution des prestations	15 €/jour/site/appareil non installé, à partir du 3e jour	Pénalités cumulables selon durée du retard, après 2 avertissements écrits
Retard transmission documents de suivi / FT / FDS	20 €/jour de retard	Jusqu'à régularisation
Non-respect délai paramétrage site Internet	80 € forfaitaires	Si délai > 15 jours ouvrés
Non-conformité qualité et prix	50 € par produit non conforme	Jusqu'à résolution complète
Absence aux réunions	100 € forfaitaires	Pénalités appliquées indépendamment du plafond global
Retard de livraison	40 €/jour	À partir du jour suivant le délai contractuel
Non-conformité produit	30 € / produit / jour	Produits non conformes nécessitant remplacement
Rupture de stock non justifiée	40 €/jour	Jusqu'à substitution conforme sous 24h
Non-respect des délais contractuels	80 € / incident	Intervention corrective au-delà de 24h après signalement
Absence ou retard de formation/support	80 € / session	Pour chaque formation manquée ou non conforme
Non-respect des objectifs environnementaux	50 € / occurrence	Ex : moins de 50 % de produits écolabellisés livrés
Non-transmission ou retard de rapport	120 € / rapport	Rapport annuel ou trimestriel non remis dans les délais
Installation non conforme	100 € / équipement / jour	Installation incorrecte ou non conforme aux exigences
Non respect mesures et sécurité sanitaire (HACCP, etc.)	300 € / incident constaté	Contrôle révélant un non-respect des règles ou mesures sanitaires

Modalités générales :

- **Cumulabilité** : les pénalités sont cumulables sauf si liées au même fait (ex : retard livraison + retard installation sur le même jour = une seule pénalité la plus élevée).
- **Plafond global** : le total des pénalités ne pourra excéder 7 % du montant annuel du marché.
- **Paiement** : les pénalités seront déduites des factures mensuelles.
- **Exclusions** : les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure dûment justifiée.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	19 / 27



1. Notes importantes :

Formule générale : hors cas spécifiques ci-dessus sont calculées par la formule :

$$\text{Formule : } P = (V \times R) / 300$$

P = montant des pénalités

V = valeur des prestations concernées

R = nombre de jours de retard ou de constat de mauvaise exécution

L'UGECAM peut modérer le montant des pénalités en cas de disproportion manifeste.

2. Contestations

Le titulaire dispose d'un délai de **15 jours ouvrés** à compter de la notification des pénalités pour présenter ses observations écrites, démontrant que les conditions d'application ne sont pas remplies ou que les défauts constatés ne résultent pas d'un manquement de sa part.

XVII. Résiliation du marché

Le marché peut être résilié selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS ainsi que les cas prévus par le Code de la commande publique.

En complément, en cas d'inexécution par le titulaire de l'une quelconque de ses obligations, l'UGECAM de Normandie pourra résilier le marché quinze (15) jours après une mise en demeure restée sans effet, précisant l'inexécution constatée ainsi que l'intention de résilier.

1. Résiliation pour difficultés techniques

Si le titulaire rencontre des difficultés techniques disproportionnées par rapport au montant du marché, l'UGECAM pourra résilier le marché, soit à son initiative, soit à la demande du titulaire.

2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le marché peut être résilié sans indemnité si l'intérêt général l'exige, notamment en cas de manquement aux obligations légales ou réglementaires. Dans ce cas, le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour se conformer ou présenter ses observations après notification de la mise en demeure.

XVIII. Modification du périmètre du marché

L'UGECAM pourra à tout moment, pendant la durée du marché, demander l'ajout ou la suppression de sites. Ces modifications feront l'objet d'un avenant précisant les modalités d'adaptation des prestations et des prix.

Cette clause déroge aux articles 8 et 23 du CCAG FCS afin de permettre une adaptation souple et rapide du périmètre sans remise en cause du marché global ni indemnités liées à la cessation partielle des prestations.

Le titulaire s'engage à assurer la continuité des prestations sur les sites ajoutés et à prendre en charge la cessation des prestations sur les sites supprimés, sans pénalité ni indemnité supplémentaire.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	20 / 27



XIX.RECOURS

1.Recours amiables

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics de
Nantes

CCIRA de Nantes DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

Immeuble Skyline,
22 mail Pablo Picasso - BP 24209
44042 NANTES Cedex 1

2.Recours contentieux

Le tribunal compétent en la matière est le suivant :

Tribunal Judiciaire de Rouen – Palais de Justice

34 rue aux Juifs

76000 Rouen

tj-rouen@justice.fr

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

XX. Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG FCS, l'UGECAM de Normandie se réserve la possibilité de procéder à un réexamen annuel des conditions financières du marché.

Ce réexamen pourra être déclenché en cas de survenue de circonstances imprévues, de nature économique, législative, réglementaire ou résultant d'événements extérieurs affectant significativement l'équilibre économique ou l'organisation des prestations prévues au marché.

Les parties conviennent de se réunir de bonne foi afin d'examiner les conséquences, notamment financières, de ces circonstances. Toute modification acceptée fera l'objet d'un avenant au marché ou d'un ordre de service, selon la nature et l'importance des adaptations nécessaires.

Par ailleurs, en cas de besoins nouveaux liés à des évolutions réglementaires ou à des prestations non prévues initialement, l'UGECAM de Normandie pourra commander des prestations supplémentaires sous réserve que :

- Le prix soit directement lié à l'objet du marché et corresponde à une famille figurant dans le Bordereau des Prix,
- Le prix appliqué ne dépasse pas le tarif le plus élevé de la famille concernée,

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	21 / 27



- Le montant total des prestations supplémentaires n'excède pas 5 % du montant initial du marché.

Au-delà de ce seuil, un avenant sera nécessaire pour formaliser toute modification du marché.

Le titulaire devra notifier, en temps utile, la survenue de telles circonstances et permettre des constatations contradictoires afin d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement engagés.

Cette clause ne pourra être invoquée pour justifier une mauvaise exécution ou une mauvaise interprétation des prestations contractuelles par le titulaire.

XXI. Confidentialité

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations communiquées par l'autre partie dans le cadre de l'exécution du marché. Ces informations, qu'elles soient écrites ou orales, comprennent notamment les documents, notes, rapports, études, logiciels, ainsi que tout support numérique ou matériel.

Les parties s'engagent à respecter le secret professionnel, le secret des affaires, ainsi que les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et de la loi n°78-17 modifiée.

Les informations confidentielles ne peuvent être divulguées qu'aux personnes ayant besoin d'y accéder pour l'exécution du marché et uniquement dans ce cadre. Chaque partie doit prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès à ces informations, s'interdire toute utilisation à des fins personnelles ou pour le compte d'un tiers, et s'abstenir de toute divulgation sans autorisation préalable.

L'obligation de confidentialité s'applique dès la signature du marché, pendant toute sa durée, et perdure pendant cinq (5) ans après son terme.

L'UGECAM de Normandie se réserve le droit de procéder à toute vérification nécessaire afin de s'assurer du respect de cette obligation. En cas de violation, la responsabilité du titulaire pourra être engagée conformément aux articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.

En outre, l'UGECAM pourra résilier immédiatement le marché sans indemnité en cas de manquement avéré au secret professionnel.

A. Protection des données personnelles

1. Protection des données médicales

Le titulaire, son personnel ainsi que ceux de l'UGECAM de Normandie sont soumis à une obligation stricte de confidentialité concernant les données médicales, conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique et aux recommandations de la CNIL. Cette obligation s'applique à toutes les données à caractère médical auxquelles ils ont accès dans le cadre de l'exécution du marché.

2. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à notifier sans délai à l'UGECAM de Normandie toute violation de données personnelles dont il aurait connaissance. Cette notification devra préciser :

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	22 / 27



- la nature de la violation,
- les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées,
- les catégories et le nombre approximatif de données à caractère personnel concernées,
- les conséquences probables de la violation,
- les mesures prises ou envisagées pour remédier à la violation,
- toute autre information utile permettant à l'UGECAM de Normandie de procéder, si nécessaire, à la notification auprès de l'autorité de contrôle compétente.

XXII. Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout début d'exécution, le titulaire doit fournir une preuve d'assurance garantissant les tiers contre tout accident ou dommage survenant pendant l'exécution des prestations, ainsi que les travaux d'installation et de maintenance.

XXIII. Obligations du titulaire

A. Obligations générales

Le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur toutes les attestations et documents justifiant sa conformité aux obligations légales et réglementaires en vigueur. Il devra remettre une attestation sur l'honneur précisant s'il fait appel ou non à des salariés étrangers pour l'exécution des prestations et, le cas échéant, certifier que ces salariés sont autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Le titulaire doit également fournir une attestation délivrée par l'administration compétente, datant de moins de six (6) mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations sociales et fiscales. Cette attestation devra être renouvelée tous les six (6) mois pendant toute la durée du marché. Le non-respect de ces obligations peut entraîner l'application de pénalités conformément aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

B. Protection de la main-d'œuvre

Le titulaire s'engage à respecter toutes les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail dans le pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit également respecter les huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), sauf si ces conventions sont déjà intégrées dans la législation locale.

En cas d'évolution de la réglementation applicable pendant l'exécution du marché, le titulaire devra s'y conformer, soit par avenant, soit par modification unilatérale décidée par l'acheteur si aucun accord n'est trouvé.

C. Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire doit veiller à ce que toutes les prestations respectent les prescriptions légales et réglementaires en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit pouvoir justifier ce respect à tout moment, sur demande de l'acheteur, pendant l'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations. En cas de modification de la réglementation applicable, les adaptations nécessaires feront l'objet d'un avenant au marché ou d'une modification unilatérale décidée par l'UGECAM, si aucun accord n'est trouvé avec le titulaire.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	23 / 27

XXIV. Modification dans la situation du titulaire

Le titulaire doit notifier immédiatement à l'UGECAM de Normandie toute modification concernant les personnes ayant le pouvoir de s'engager, la forme juridique, la raison sociale, l'adresse ou le siège social, ou tout autre changement susceptible d'affecter l'exécution du marché. Tout changement de raison sociale, de siège, de compte bancaire ou de domicile doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception et accompagné, si nécessaire, d'un nouveau RIB ainsi que d'une copie de l'annonce légale.

En cas de cession ou de fusion entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique, l'UGECAM vérifiera que le nouveau titulaire dispose des capacités financières et techniques nécessaires pour assurer la continuité du marché, et qu'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Le transfert du marché au nouveau titulaire fera l'objet d'un avenant.

Si les capacités du nouveau titulaire ne sont pas suffisantes, l'UGECAM se réserve le droit de résilier le marché sans indemnités ni préavis.

XXV. Évaluation de prestation

L'UGECAM de Normandie met en place un suivi qualité pour évaluer le respect par le prestataire de ses engagements contractuels et de son offre initiale. À la fin de chaque prestation, un rapport d'évaluation pourra être établi et notifié au titulaire. Ce dernier dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour présenter ses observations et justifications.

Les résultats de cette évaluation pourront être pris en compte lors de consultations ultérieures pour des prestations similaires, et ce, sur une période maximale de cinq (5) années.

XXVI. Dispositions spécifiques à une situation sanitaire grave

Le titulaire est tenu de respecter strictement toutes les mesures sanitaires en vigueur, notamment celles relatives à la COVID-19 ou à toute autre situation sanitaire grave, incluant les gestes barrières et toutes obligations légales.

Le non-respect de ces mesures entraînera l'application des pénalités prévues à l'article XVIII du CCAP. L'UGECAM se réserve le droit de refuser l'accès ou de congédier le personnel ne respectant pas ces mesures, sans indemnité pour le titulaire.

Le titulaire devra également désinfecter tout matériel utilisé dans le cadre de ses prestations afin de prévenir tout risque de contamination.

En cas de difficultés liées à la situation sanitaire, le titulaire doit en informer immédiatement l'UGECAM. Une réunion d'urgence pourra alors être organisée pour convenir d'une solution (maintien, report ou suspension des prestations), laquelle sera formalisée par avenant au contrat.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	24 / 27



XXVII. Dérogations

Les dérogations aux articles du CCAG FCS sont précisées ci-après :

Articles du CCAP	Dérogation CCAF FCS
VI – Documents contractuels - Pièces particulières	article 4.1
VI – Documents contractuels C - Pièces à remettre au titulaire – Notification du marché – Cession ou nantissement de créances générales	article 4.2.1
XVI - Sanctions et pénalités	article 14.1.1
XVIII - Modification du périmètre du marché	articles 8 et 23
XX - Clause de réexamen	article 25

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	25 / 27



LISTE DES ETABLISSEMENTS

1. CRMPR Les Herbiers

Situé à Bois Guillaume (76), le Centre Régional de Médecine Physique et de Réadaptation "Les Herbiers" accueille tout patient adulte nécessitant une prise en charge de rééducation et/ou de réadaptation

2. CSMR L'Hostréa

Situé à Noyers (27), village du Vexin Normand sur l'axe Vernon-Gisors, à proximité des départements de l'Oise et du Val d'Oise, le SSR l'Hostréa prend en charge des patients adultes/personnages âgés en hospitalisation complète pour des soins de suite et de réadaptation.

3. CSMR Le Parc

Situé à Bagnoles de l'Orne (61), le Centre de Soins de Suite "Le Parc" a pour vocation de pratiquer l'activité de soins de suite et de réadaptation.

4. IME La Garenne

Situé à Alençon (61), l'IME « La Garenne » reçoit des enfants et adolescents présentant un retard de développement intellectuel léger ou moyen auquel sont associés des troubles et des carences d'ordre psychique, cognitif, affectif ou socio-éducatif.

5. IMPRO La Traverse

Situé à Omonville (76), l'Impro "La Traverse" accueille des jeunes présentant un retard intellectuel léger ou moyen auquel sont associés ou non des troubles et des carences d'ordre psychique, cognitif, affectif ou socio-éducatif.

6. DITEP La Rosace

Situé à Sées (61), l'ITEP La Rosace accueille des enfants et adolescents présentant des troubles de la conduite et du comportement.

7. DITEP Les Hogues

Situé à Saint Léonard (76), l'ITEP accueille des garçons de 6 à 18 ans, présentant des troubles du comportement avec ou sans troubles organiques associés, sur notification de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées (C.D.A.P.H.) de Seine-Maritime. C'est un établissement médico-social avec un fonctionnement spécifique qui permet par des moyens médico-éducatifs appropriés, une scolarisation personnalisée et adaptée.

8. SESSAD Les Hogues

Situé à Saint Léonard (76), le SESSAD « Les Hogues » accompagne des jeunes de 3 à 20 ans, mixte, qui présentent des difficultés psychologiques dont l'expression, notamment l'intensité des troubles du comportement, perturbent gravement leur socialisation et l'accès aux apprentissages. Le service élabore pour chaque jeune un projet personnalisé d'accompagnement.

9. SESSAD Ornaïs

Situé à Alençon (61), le SESSAD de l'Orne accompagne des jeunes qui rencontrent des difficultés dans leur vie quotidienne, les apprentissages scolaires et/ou professionnels du fait de Troubles de la Conduite et du Comportement ou d'une Déficience Intellectuelle.

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	26 / 27



AVIS DE NON CONFORMITE CONTRACTUELLE

Valant mise en demeure

Site _____

Titulaire du marché _____

Numéro de marché _____

Références (numéro bon commande, intervention....) _____

MERCI DE COMPLETER IMPERATIVEMENT CETTE FICHE POUR TOUTE NON-CONFORMITE

Nature	Cocher la case	Détails du ou des non-conformité
Retard dans les délais d'exécution	<input type="checkbox"/>	
Retard dans les délais de livraison	<input type="checkbox"/>	
Produits non conformes à la commande	<input type="checkbox"/>	
Produits défectueux	<input type="checkbox"/>	
Absence de FDS	<input type="checkbox"/>	
Autre (à préciser)	<input type="checkbox"/>	
Actions menées	Cocher la case	Observations
Remarque verbale au titulaire	<input type="checkbox"/>	
Remarque écrite au titulaire	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre (à préciser)	<input type="checkbox"/>	
Traitement par le titulaire	Cocher la case	Observations
Non-conformité traitée	<input type="checkbox"/>	
Non-conformité en cours de résolution	<input type="checkbox"/>	
Autre (à préciser)	<input type="checkbox"/>	

Date et Signature UGECAM

Date et Signature du Titulaire

UGECAM	Consultation n°2025-09	
CCAP.VF 22/10/2025	Dernière mise à jour du :	27 / 27

